



# COMBAT OUVRIER

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.  
Pour la reconstruc-  
tion de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Samedi 3 novembre 1979

N° 42

PRIX : ANTILLES 1F50  
FRANCE 2F

## Editorial

### SAINT - VINCENT

### INDEPENDANT !!

Vendredi 27 octobre, la petite île de Saint-Vincent, située au sud de Sainte-Lucie se coupait de toute tutelle directe de l'ancienne métropole anglaise et accédait à l'indépendance.

Depuis 1969, Saint-Vincent était devenu État associé à la couronne britannique, c'est à dire que la métropole anglaise conservait le contrôle de la défense et des affaires étrangères.

Pour la population de l'île, la colonisation a signifié chômage, misère, émigration. Le pays se retrouve pauvre, sans ressource ou presque, incapable de nourrir ses 100.000 habitants, alors qu'en dehors de la chaîne montagneuse centrale, la terre est riche. L'impérialisme britannique laisse plus de 40% de la population au chômage et le taux d'émigration est l'un des plus forts de la Caraïbe.

Aussi n'est ce pas sans quelque mépris apparemment justifié que certains, en Guadeloupe et en Martinique regardent le nouvel état indépendant, se demandant en quelque sorte ce que vont faire les Saint-Vincentais dans cette galère que serait l'indépendance !

Englobant dans le même mépris toutes les anciennes colonies anglaises (Dominique, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, Grenade, etc...), ils disent de ces pays : «ils sont trop petits», «ils ne peuvent se suffire à eux-mêmes», «ils sont pauvres et le seront encore plus, après l'indépendance».

Ces gens là, le plus souvent, des hommes politiques de droite, et leur porte-parole "France-Antilles", se servent de ces arguments pour tenter de combattre les idées d'indépendance en Martinique et en Guadeloupe.

Ces gens là ne manquent pas de culot et ceci à deux niveaux.

Tout d'abord, ils font comme si la Guadeloupe et la Martinique sous le colonialisme français sont des paradis, comme si dans nos fies, le chômage, les bas salaires et l'émigration n'existaient pas. Comme si le fait d'être ici sous la "protection" d'un impérialisme nous mettait à l'abri du besoin et de la pauvreté.

Ensuite ces messieurs de la droite cachent soigneusement le fait que la pauvreté de Saint-Vincent, comme celle de la Martinique et de la Guadeloupe, ne provient pas d'une quelconque fatalité "naturelle" inhérente aux îles des Antilles, mais sont bien le résultat de plus de 300 ans de pillage colonial exacerbé. C'est le colonialisme qui a réduit les Antilles à leur état de pauvreté actuelle.

Alors les valets à l'échine souple du colonialisme français peuvent bien gloser sur les malheurs de Saint-Vincent indépendant. Les habitants de ce pays n'ont que faire de leur sollicitude : ils ont préféré vivre avec leurs problèmes sans la tutelle du colonialisme anglais, plutôt que de conserver les problèmes, mais avec le colonialisme en plus.

## SOUPCONNE DE TRACTATIONS IMMOBILIERES DOUTEUSES LE MINISTRE BOULIN SE SUICIDE

Le ministre français du travail, M. Boulin, s'est suicidé après avoir été l'objet d'accusations qui montraient sa participation à de louches tractations immobilières. Venant après des affaires tout aussi louches qui avaient mis en cause le président de la République, Giscard, et son premier ministre Barre, le nouveau scandale ne pouvait que porter préjudice aux milieux dirigeants.

Selon des informations de la presse française, M. Boulin aurait été réprimandé par les ministres et par Giscard lui-même pour avoir voulu se justifier devant la presse. Son suicide a permis à tous ceux qui avaient été récemment mis en cause (Giscard et Barre en particulier) de s'indigner des "procédés", de la "calom-

nie" etc...

La presse aux ordres n'a pas de mots assez durs pour qualifier les journalistes qui ont rendu publics les démêlés immobiliers de M. Boulin. Venant après l'affaire des diamants de Bokassa que Giscard aurait reçu en cadeau, après une sombre affaire de terrain acheté de façon pas très "régulière" dans le sud de la France par Barre, l'affaire Boulin était manifestement de nature à jeter plus que la suspicion sur l'honnêteté des membres du gouvernement de Giscard - Barre.

A vrai dire, ces pratiques de ceux qui gouvernent ne sont pas nouvelles. Elles ont simplement un relief particulier dans la V République décadente.

Dans la mesure où ce sont les mêmes hommes qui sont pratiquement au pouvoir depuis plus de vingt ans, ils ont tissé autour d'eux tout un réseau de relations fait de gens de sac et de corde sur qui ils s'appuient, par exemple lors de campagnes électorales, ou pour s'attaquer aux travailleurs dans certains cas. Police parallèle, pègre et milieux politiques dirigeants, depuis vingt ans, ne cessent de s'interpénétrer.

Ces gens au pouvoir, trop sûrs d'être inamovibles agissent quelquefois avec un peu de prudence et quelques "affaires" éclatent (feuille d'impôt de Chaban - affaire des dia-

suite page 4

## Toussaint 1954 : L'INSURRECTION ALGERIENNE ECLATAIT

Il y a 25 ans, dans la nuit du 31 au 1er novembre 1954, plusieurs attaques sont lancées en divers points du territoire algérien. Des fermes, des dépôts d'armes, des postes de police sont attaqués, des bombes explosent à divers endroits.

Les neuf hommes qui déclenchent l'insurrection : Ahmed Ben Bella, Hocine Ait Ahmed, Mohamed Boudiaf, Rabah Bitat, Krim Belkacem, Mohamed Khider, Ben m'hidi, Ben Boulaid, Mourad Didouche sont tous issus de l'ancienne OS (Organisation Spéciale) du vieux parti nationaliste algérien MTLD (mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) dirigé par le plus prestigieux des chefs nationalistes algériens de l'époque : Messali Hadj. Ce dernier, trop modéré à leurs yeux, s'est vu petit à petit "lâché" par ces jeunes nationalistes algériens plus radicaux, décidés à prendre les armes et à déclencher la lutte armée contre la présence coloniale française. L'Algérie de 1954 est un pays pillé et humilié.

Pays dans lequel des millions de gens sont non seulement exploités jusqu'au sang par de gros capitalistes terriens, mais traités véritablement en sous-hommes par l'administration coloniale française qui n'hésite pas périodiquement à noyer toute révolte, toute tentative d'expression contre l'injustice coloniale dans un bain de sang. En 1954, la jeunesse de l'époque garde encore en mémoire le sanglant massacre du 8 mai 1945 à Sétif où l'armée française va répondre aux manifestations de la population algérienne par un véritable holocauste. L'impérialisme français y dévoile encore une fois sa barbarie en massacrant 45.000 Algériens, ce jour là et les jours qui suivirent.

C'est dans ce climat là qu'est déclenché l'insurrection et on comprend pourquoi, très rapidement les terroristes, les maquisards, les



GISCARD et BOUMEDIENNE : Le peuple algérien a conquis le droit de créer son propre état. Mais le nouvel état algérien ne constitue pas aujourd'hui une menace pour la bourgeoisie française.

dirigeants à l'étranger du FLN (Front de Libération Nationale) bénéficieront tout de suite du soutien de la population.

Et ce soutien aux combattants l'armée française le lui fera payer très cher. Le tribut du peuple algérien à sa lutte pour l'indépendance sera lourd : un million de morts. Les "ratonnades", les séances de torture, la déportation dans des camps seront le lot quotidien des Algériens. Les tristement célèbres paras ne feront pas de quartier, dans le maquis, traquant les combattants algériens. Ils feront subir à la population les pires sévices : incendies de villages entiers, viols, tortures, lancement de bombes au napalm... Les Algériens émigrés en France

sont loin d'être épargnés, tout cela se succédera à un rythme infernal pendant sept années.

C'est un gouvernement de gauche, dirigé par Guy Mollet en 1956, où l'on retrouve aussi Mitterrand, qui étend la guerre. Le contingent (les appelés) est envoyé en Algérie.

C'est sous ce gouvernement que se déroule la bataille d'Alger. Le général Massu, les officiers tels Bigeard reçoivent carte blanche pour ratisser Alger et éliminer le réseau FLN qui pratique une tactique de terrorisme à outrance touchant des militaires et mêmes des civils français. C'est alors la chasse aux militants du réseau FLN. suite page 4

### FORT DE FRANCE

## CAF : La grève continue

propositions des syndicats.

Actuellement, la pierre d'achoppement semble être le paiement des jours de grève. L'agent comptable prétend ne pas les payer. Il a même ajouté, qu'il démissionnerait s'il devait prendre une telle décision. D'ailleurs, les travailleurs comptent bien le voir tenir parole. Car, selon eux, il ne se passe guère d'ennuis ou d'accrochages sans que l'agent comptable n'

La troisième semaine s'achève, et nos camarades de la CAF sont toujours en butte au mépris des ARNUEL et ROSAMOND, qui font lanterner à l'extrême la solution qui amènerait la grève à sa fin.

A chaque réunion de concertation, suit une phase de "réflexion" de la direction qui dure plusieurs jours, pour enfin reprendre les

ait une part de responsabilité.

La hargne des deux responsables de la direction, qui pensent que c'est là une belle occasion de régler son compte au syndicat, ne fait pas reculer les grévistes. Car ils sont persuadés que perdre ce combat aujourd'hui voudrait dire se lier les mains plus tard. Et ils sont bien décidés à les garder libres.

# LE PPM CONTRE LES 40% DES FONCTIONNAIRES

## DERRIERE LES PROCLAMATIONS

Le projet gouvernemental de suppression des 40% de vie chère des fonctionnaires aura eu au moins le mérite de révéler au grand jour ce qui fait le fond de la politique du PPM. Exprimant sans équivoque sa position sur ce problème : « Les 40% de vie chère... doivent disparaître » (Progressiste du 17/10/79), le PPM s'est cependant senti suffisamment mal à l'aise devant les milliers de manifestants qui criaient dans les rues leur hostilité à ce projet, pour se sentir malgré tout obligé de "soutenir" ce qu'il appelle lui-même "une grève de dignité" face à l'arbitraire insolent et à la superbe arrogance du gouvernement français qui se figure qu'il peut, seul, s'arroger le droit de mettre à néant les conquêtes des travailleurs. (Le Progressiste du 24/10/79).

En tant que parti nationaliste et anti-colonialiste, le PPM se défend naturellement de soutenir la politique de Dijoud et du gouvernement colonialiste français. Les arguments qu'il avance pour justifier sa position se veulent radicalement opposés à ceux avancés par Dijoud, puisque c'est au nom de la patrie martiniquaise menacée, qu'il exprime son hostilité au principe des 40%. En somme, si le produit est le même, l'emballage serait différent selon que c'est Dijoud ou le PPM qui présente la chose et c'est précisément cette différence qui donnerait une valeur "nationaliste" et "progressiste" à la position du PPM.

Mais à y regarder de plus près, on voit mal où se situe cette fameuse différence. En effet, lorsque le PPM dit que : « la majoration de vie chère constitue une anomalie se justifiant difficilement » et que « ces 40% créent, entre colonisés eux-mêmes, une discrimination choquante », en quoi se différencie-t-il de Dijoud qui affirme, de son côté, que « la fonction publique d'outre-mer bénéficie d'avantages matériels qui apparaissent aujourd'hui abusifs » et qui demande à ces fonctionnaires « de ne pas réclamer le maintien d'avantages que chacun considère autour d'eux comme abusifs ».

Lorsque le PPM proclame que « les 40% ne sauraient être supprimés sans concertation avec les travailleurs », que propose-t-il d'autre que Dijoud qui, de son côté, également affir-

## NATIONALISTES, UNE POLITIQUE ANTI - OUVRIERE.

me qu'« il n'est pas question de le faire avant une large concertation ».

Quant aux 40%, "conquête du monde du travail", "conquête contre l'Etat français, résultat de luttes et de sacrifices indéniables", d'après les dires du PPM lui-même, ... eh bien, ils doivent tout simplement être supprimés, parce qu'ils constituent "un frein au développement économique de notre pays".

Opposant "le travailleur martiniquais improductif du secteur public qu'est le fonctionnaire" au "travailleur martiniquais productif du secteur privé", le PPM prétend parler au nom de ce dernier. Il prétend défendre les intérêts des ouvriers et des paysans pauvres en réclamant l'abrogation de la majoration de vie chère des "travailleurs improductifs du secteur public".

Ainsi, le PPM considère comme des privilégiés et des "travailleurs improductifs" les agents des P et T ou les travailleurs hospitaliers. Pour le PPM, les salaires de ces travailleurs sont trop élevés et doivent être réduits.

Le PPM prétend parler au nom des travailleurs les plus pauvres, les plus démunis, ceux qu'il nomme "les travailleurs productifs du secteur privé". Mais propose-t-il à ces travailleurs des augmentations de leurs salaires, ou tout au moins des perspectives de lutte en vue d'une amélioration de leurs salaires ?

Rien de tout cela. Bien au contraire, il critique sévèrement ceux qui exigent que les 40% soient également donnés aux ouvriers, qualifiant ce mot d'ordre d'irresponsable et de fantaisiste. Et là, le PPM se montre sans fard, tel qu'il est : un parti nationaliste bourgeois. Car ce n'est plus au nom des ouvriers qu'il parle, mais au nom des patrons. C'est l'intérêt des patrons qu'il défend lorsqu'il s'écrie, indigné : « Qui serait prêt à soutenir que les entreprises locales... survivraient à une augmentation de 70% des salaires ? »

Et s'il se cache derrière l'argument du chômage, en ajoutant : « Qui oserait dire que cela ne signifierait pas faillites, ou prétextes à faillites encore, encore licenciement, réduction encore du peu que nous produisons, chômage encore et encore. » Il ne se différencie là en

rien de Dijoud qui lui aussi prétend parler au nom des chômeurs pour mieux défendre en réalité les intérêts des capitalistes ! Car Dijoud, lui aussi, s'écrie la main sur le cœur : « si nous maintenons un SMIC inférieur, c'est parce que nous ne voulons pas écraser définitivement les entreprises privées et créer encore plus de chômage ».

Alors le PPM appelle à faire des "sacrifices" au nom de "notre Martinique qui se meurt". Il proclame qu'il faut passer à la politique de l'effort vrai... à qui adresse-t-il ce langage ? si ce n'est aux travailleurs, à ceux qui peinent déjà et qui se sacrifient, et qu'il appelle à supporter sans rien dire ces sacrifices ? D'ailleurs il tient à les mettre en garde dès maintenant sur le sort qu'il leur réserve dans une Martinique autonome (manière PPM). Il ne saurait être question, pour le PPM de "pousser les travailleurs dans la voie du rêve, de l'illusion, finalement des chimères et des déceptions", et il les avertit dès maintenant que "l'état autonome devra se garder de promettre de rapprocher le salaire ouvrier et paysan du traitement actuellement perçu dans la fonction publique"... Ce genre d'avertissement a une signification bien précise pour les travailleurs : une fois encore le PPM les appelle à se serrer la ceinture et à accepter les bas salaires. Et pour justifier sa politique anti-ouvrière actuelle, le PPM se sert de l'argument d'un hypothétique état autonome futur.

En réalité, se refusant totalement à appeler les travailleurs à lutter pour de meilleures conditions de vie et de salaires, et même s'opposant à une telle perspective d'organisation pour la classe ouvrière, le PPM cherche à justifier les bas salaires actuellement perçus par les travailleurs. Et quelle meilleure façon de le faire que d'appeler à la suppression des meilleurs salaires, ceux qui sont augmentés de 40%, et de présenter le nivellement par le bas comme un "progrès" et un facteur de "développement" ?

Les travailleurs ne sauraient être dupes d'un tel tour de passe-passe.

Claire GOYA

# PROCES CONTRE LE NAIF: HAYOT ET COTTRELL SE DEGONFLENT

La baudruche s'est gonflée avant le premier coup d'épingle : le procès de Hayot et de Cottrell contre le journal "Le Naif" n'a pas eu lieu le vendredi 26 octobre. En effet, à l'audience, les deux plaignants annonçaient par l'intermédiaire de leurs avocats qu'ils ôtaient leurs plaintes.

Rappelons que messieurs Hayot et Cottrell, suivis en cela par la justice coloniale attaquaient "Le Naif" et le militant nationaliste Cabort-Masson pour avoir écrit et publié dans une étude que la solution aux problèmes agraires en Martinique passait par l'élimination de quelques gros propriétaires fonciers.

En réalité, ce procès n'est apparu aux yeux de tous que comme un moyen commode de la part des gros capitalistes de museler un hebdomadaire qui ne leur est pas soumis. C'est d'ailleurs pourquoi pratiquèrent toutes les organisations de la gauche martiniquaise, dont Combat Ouvrier, avaient apporté leur soutien au directeur du "Naif".

C'est sans doute devant cette protestation très large que Hayot et Cottrell qui préfèrent que tous leurs mauvais coups se fassent dans l'ombre avec le moins de publicité possible ont préféré faire machine arrière et ôter leurs plaintes.

Seule reste contre "Le Naif" la plainte déposée par la justice coloniale qui n'avait pas trouvé mieux que d'emboîter le pas à Cottrell et Hayot.

# QUAND CEUX QUI L'ETRANGLENT PARLENT DE CULTURE

L'administration coloniale, avec à sa tête l'inénarrable M. Dijoud, nous prend vraiment pour des imbéciles. Après s'être occupé de notre "développement économique", au cours d'un colloque dont les effets, c'est le moins qu'on puisse dire, tardent à se faire sentir, voilà que M. Dijoud découvre que nous avons une culture.

De quel droit ce représentant de l'impérialisme se permet-il de nous parler de culture ? Depuis des siècles, le système dont il est le porte parole a tout fait pour empêcher le développement culturel des Antilles. Un des chefs du régime de Hitler, Goering, disait : « Quand j'entend parler de culture, je sors mon revolver ». Le colonialisme français, lui, pourrait dire : « Quand j'entend parler de culture, je sors mon esclavage, je sors mon exploitation quotidienne, je sors mon chômage ».

Car la culture, ce n'est pas un mot en l'air, ce n'est pas une réalité "spirituelle" indépendante des conditions matérielles dans lesquelles on vit. La culture, c'est d'abord les moyens matériels d'accès à la culture. Si l'on vit dans des conditions décentes, alors on dispose des moyens de s'éduquer, de se cultiver.

Sous la pression des luttes des travailleurs, au cours des siècles, les conditions de vie de la population se sont améliorées. Les travailleurs sont passés d'une très grande misère et déchéance physique à un état de pauvreté un peu moins grand. Mais la vie de la majorité d'entre eux n'en demeure pas moins une vie de misère, qui engendre la pauvreté dans tous les domaines. L'aménagement quotidien de la misère matérielle ne saurait permettre un véritable épanouissement culturel.

La domination impérialiste, en maintenant les trois quarts de la planète dans la misère et le sous-développement, écrase la culture dans le monde entier, et est le premier obstacle à son développement. Elle se traduit ici par une domination supplémentaire : le colonialisme, qui au niveau culturel a longtemps combattu toute expression propre des peuples qu'il opprime. Mais un sentiment national se développe de plus en plus au sein de la petite-bourgeoisie : c'est en réponse à cela, pour tenter d'enlever quelques troupes aux nationalistes que le colonialisme, par la bouche de Dijoud, fait des concessions à ce sentiment national et découvre "la culture créole".

Dijoud cherche à séduire quelques intellec-

tuels en leur disant que leurs racines sont en Afrique. Il fait de la démagogie en s'appuyant sur les sentiments nationaux les plus vivaces, les aspirations à retrouver "ses racines" ; il admet même que le créole est une langue. Au cours de sa sérénade, notre troubadour, revêtant l'habit du griot, nous dit qu'il ne faut rien rejeter de notre passé, ni africain (ce qui est un nouveau couplet) ni français (ce qui est un vieux refrain). Mais toutes ces belles paroles ne changent rien à la réalité.

Car il est facile de faire des discours sur la culture, mais il est plus difficile de changer les conditions matérielles d'existence de la population, et en particulier des travailleurs. Parler de culture ne veut rien dire, si l'on ne parle pas des conditions d'accès à la culture. Or, ces conditions, ce n'est pas Dijoud et ses acolytes qui entendent les changer. Le "Colloque sur le développement", suivi de fermetures d'usines et d'attaques contre le niveau de vie, montre qu'en matière économique, comme en matière culturelle, la politique de l'impérialisme ne saurait aller au-delà des belles paroles.

Nous dénonçons à ces gens là le droit de parler de culture. Seuls peuvent le faire ceux qui préparent un changement des conditions culturelles : et cela signifie changer la société, pour permettre à chacun d'accéder réellement aux livres, à la connaissance du monde dans lequel ils vivent, etc...

La majorité de la population : ruraux, chômeurs, sont écrasés. Ils ont, dans la lutte pour une société nouvelle, toute une culture à gagner.

Mais pour le faire, ils doivent comprendre qu'il faut se débarrasser de Dijoud, des capitalistes qu'il représente, de l'impérialisme. Peut-être Dijoud séduira-t-il quelques intellectuels dont la seule préoccupation est de retrouver leurs "racines", mais la population laborieuse, si elle ne renie en rien ses racines et son originalité, ne peut se contenter de belles phrases. C'est l'accès de tous au patrimoine culturel, non seulement des Antilles, mais de l'ensemble de l'humanité, que nous voulons. C'est ce qui fait la différence entre nos idées culturelles et celles des nationalistes. C'est pourquoi le discours de Dijoud ne peut toucher que cette tendance, montrant par là-même les limites de ses positions. Max RODON

# 16 NOVEMBRE PROCES DES JEUNES EMPRISONNES DE SCHOELCHER



Manifestation en faveur des jeunes emprisonnés.

Le procès des jeunes emprisonnés aura lieu le vendredi 16 novembre au palais de justice de Fort-de-France.

Rappelons que les autorités coloniales avaient arrêté et détenu pendant 3 mois (d'avril à juillet) 16 jeunes martiniquais, accusés d'avoir frappé des Français en divers endroits publics de Fort-de-France et de les avoir détournés.

Très vite, une fraction de l'opinion publique s'était rendue compte qu'il s'agissait d'un véritable complot monté contre la jeunesse martiniquaise et qu'en tous cas, les véritables responsables n'étaient pas les emprisonnés : en effet, si des jeunes s'en étaient pris à des Français, cet épisode n'était survenu qu'après le tabassage de l'un des jeunes, Miguel Soarez par deux militaires français sur la plage du Lido à Schœlcher.

Ces deux militaires étaient connus, leur nom a été divulgué dans la presse, mais ils n'ont jamais été poursuivis.

Toute une campagne, était donc menée pour obtenir la libération de ces jeunes. Cette campagne ponctuée de réunions publiques, de manifestations de rues fut marquée par une

répression brutale, mort suspecte de Philippe Chloé, l'un des jeunes dans une cellule de la prison de Fort-de-France, tabassage de manifestants le 14 juillet à Fort-de-France et finalement une personne mortellement blessée ce jour-là, Madame Lacrampe.

Cependant devant la pression populaire, on avait dû relâcher 5 des 6 jeunes emprisonnés, le dernier devant purger une peine de prison en tant que militaire.

Ce sont ces jeunes qu'aujourd'hui on veut faire passer en justice le 16 novembre. Il faut donc reprendre la mobilisation pour empêcher qu'ils ne soient condamnés. Car les véritables responsables, les auteurs de violence coloniale ne sont pas poursuivis, alors que c'est bien eux qui devraient se retrouver inculpés : militaires tabasseurs, gendarmes frappeurs et autres policiers dont la spécialité est de cogner sur les manifestants désarmés. C'est pourquoi, il doit y avoir le front le plus large possible parmi les démocrates et les anticolonialistes pour que les jeunes soient purement et simplement relâchés.

# Martinique : SUSPENSION DE LA GREVE DES HOSPITALIERS



Les hospitaliers dans la rue lors de la grève des fonctionnaires

Les travailleurs hospitaliers de la Martinique ont repris le travail le mardi 30 octobre, après une période de 10 jours de grève, interrompue par une brève suspension de 3 jours.

Les travailleurs ont préféré arrêter un mouvement qui s'effiloçait depuis quelques jours en adoptant une proposition de suspension du mouvement, suspension qu'ils espèrent mettre à profit pour se réorganiser et reprendre la lutte. D'ailleurs à cet effet, ils ont constitué un comité de vigilance.

Car les problèmes demeurent entiers, puisque les représentants du gouvernement n'ont pris aucun engagement concernant les revendications des travailleurs. En effet, sur les augmentations d'effectif, les licenciements, les crédits pour le matériel et les locaux, rien n'a été obtenu.

Tout ce que l'administration a trouvé à di-

re, c'est qu'il fallait attendre à cause de la crise économique et du déficit de la Sécurité Sociale.

En décidant la suspension de la grève et non la reprise pure et simple du travail, les hospitaliers veulent montrer qu'ils ne sont pas décidés à attendre la fin de la crise économique pour reprendre le chemin de la lutte, et à cet égard, il y a plusieurs enseignements à tirer des 10 jours de grève passés.

La grève ayant débuté sur des revendications générales (notamment participation à la grève des fonctionnaires contre la suppression de l'indemnité de vie chère), s'était prolongée en grève pour l'obtention des crédits supplémentaires pour un meilleur fonctionnement de l'hôpital.

Mais quoique déterminés, les travailleurs ont pu rarement diriger leur propre mouve-

ment. Le comité de grève constitué au départ ne put jamais fonctionner réellement et se transforma en comité inter-syndical sous la pression de FO et de la CFDT.

Aussi lorsque des dirigeants de ces syndicats décidèrent d'arrêter la lutte, ils le firent en changeant carrément les objectifs de la grève, qui de grève illimitée pour l'obtention des revendications précitées, devint tout simplement grève d'avertissement.

Pour ne pas se laisser tromper une nouvelle fois, les travailleurs doivent se préparer dès le départ à contrôler eux-mêmes leur propre mouvement. Ce n'est qu'ainsi qu'ils peuvent espérer avoir des chances de l'emporter face à un état-patron décidé à trancher brutalement dans les crédits réservés à la Santé.

J.B.

## COMPTONS SUR NOUS MEMES

Au cours de notre mouvement de grève, nous avons pu voir aussi bien les médecins hospitaliers et les cadres faire une journée de grève au même moment que nous.

Certains camarades se souvenant de l'attitude peu favorable aux travailleurs qui était celle de certains cadres ou médecins se méfient fortement d'eux.

D'autres par contre se sont mis purement et simplement à la remorque des médecins et cadres hospitaliers au point de ne faire grève que les jours où ceux-là étaient en grève.

Médecins et cadres ont voulu faire grève pour protester contre les restrictions budgétaires, ce qui est leur droit. Mais nous, travailleurs n'avons pas à compter ni sur les luttes de ces derniers ni non plus à les suivre passivement pour résoudre nos problèmes.

Pour que nos revendications soient satisfaites, nous ne devons compter que sur nous-mêmes, notre mobilisation et notre détermination.

## LES VOLS-VACANCES :

## UNE AFFAIRE EN OR

## POUR AIR-FRANCE !

Avec les tarifs des vols vacances, Air-France a vu son chiffre d'affaires augmenter. Pour l'année 1979, le directeur général de la Compagnie Gilbert Pérol, a tiré un bilan très satisfaisant : deux Bœings 747 et deux Airbus ont été réservés pour les vols vacances afin de desservir plusieurs vols dont les Antilles. Entre mai et juillet 79, 212 000 passagers ont emprunté ces vols sur différents réseaux.

Quant au transport lui-même il est très inconfortable car les passagers ne bénéficient pas d'un service à bord. Les repas de qualité médiocre sont servis dans des coffrets avant le départ.

La Compagnie Air-France tire donc d'énormes bénéfices de ce système de vol. Elle ne cesse d'augmenter les tarifs d'année en année et spéculé de façon scandaleuse sur le désir de revoir famille et pays qui motive fortement les travailleurs des DOM et des TOM qui acceptent de faire des sacrifices énormes pour voyager.

Les lignes sur les Antilles sont particulièrement avantageuses pour Air-France.

La preuve que les affaires marchent bien sur les lignes, c'est que le directeur de la compagnie a déclaré qu'il est prévu vingt huit vols par semaine pour les Antilles à partir de l'année prochaine.

Si les tarifs "vols vacances" présentent l'avantage d'être moins chers que les tarifs normaux, ils demeurent tout de même assez élevés quand on considère de plus les inconvénients que cela représente. Il faut payer tout de suite à la réservation et en cas d'annulation, on perd 20% du prix du billet.

# ECHOS DES ENTREPRISES

## FORT - DE - FRANCE

### SOCALTRA : NOS CHEFS D'EQUIPE A L'OEUVRE . . .

Les chefs d'équipe de Socaltra qui nous harcèlent toute la journée sur la façon de faire et de pas faire se sont montrés incapables de réparer le tapis roulant de l'aéroport où ils faisaient des heures supplémentaires la semaine passée.

Ces messieurs qui sont si doués et qui ont montré qu'ils peuvent mettre la main à la pâte devraient le faire plus souvent pour apprendre à le faire mieux.

## SOCALTRA : CONCURRENCE

### DELOYALE !

Le directeur de la Socaltra se plaint de ce que les ouvriers font du "travail noir". Il accuse en effet les ouvriers qu'ils a "loués" à la Colas pendant la semaine de lui prendre "son client" en acceptant de travailler directement pour cette entreprise le samedi.

Voilà donc le patron qui pleure parce que des ouvriers lui feraient de la concurrence déloyale !

Pourquoi le directeur de la Socaltra se plaint-il ? N'est-ce pas lui qui a envoyé des travailleurs "en location" à la Colas ? Et ne se fait-il pas payer plus cher par la Colas que ce qu'il verse aux travailleurs. ?

De toute façon, si le directeur tenait à conserver ses "clients" à tout prix, il lui resterait une bonne solution : donner de bonnes augmentations de salaire aux ouvriers !

## GUADELOUPE

### SIG : DES CHEFS AU DESSUS DE TOUT SOUPÇON.

A la direction il y en a qui ont du se faire taper sur les doigts. Depuis quelques jours, les responsables de l'entretien font preuve d'un zèle inhabituel au travail. Mais, pour eux, les principaux responsables du mauvais entretien, du laisser aller, ce sont bien entendu les ouvriers et les femmes de ménage. La chasse aux "fainéants", aux "retardataires", aux "trop pressés de partir", est ouverte . . . Il est vrai

qu'en matière de chasse il y a des expérimentés à la SIG, puisque certains chefs, non contents de chasser l'ouvrier, chassent aussi le ramier sur leurs heures de travail. . .

## SIG : LA DIRECTION NE NOUS

### PREPARE PAS DE LENDEMAINS

### QUI CHANTENT

Depuis quelques temps, la SIG met ses appartements en vente. Prochainement, elle vendra une partie des "Seuils" à Raizet et "Capitaine Cavay" à Grand-Camp. Mais, petit-à-petit, elle cherchera à vendre la plupart de ses immeubles. Elle licenciera donc à nouveau des travailleurs ou elle les fera engager par l'EGI (Entreprise de Gestion Immobilière) à qui elle confie la vente de ses immeubles et qui est entièrement créée et contrôlée par elle. Mais ceux qui seront embauchés par l'EGI perdront leur ancienneté et les maigres avantages qu'ils ont à la SIG . . . C'est à dire que l'avenir n'est pas rose. Nous n'avons aucun intérêt à rester les bras croisés et à attendre. Quant à ceux d'entre nous, et ils sont nombreux qui se font les auxiliaires dociles de la direction, qu'ils sachent que lorsqu'il s'agit de leur portefeuille les patrons n'ont de reconnaissance pour qui-conque.

## SIG :

### UNE FAUSSE AUGMENTATION

Après la réunion de la commission paritaire, les salaires ont été augmentés de 4% à partir du premier octobre et de 1,6% à partir du premier novembre. En réalité, il ne s'agit que de la régularisation de différentes augmentations du SMIC. Ce n'est donc que le minimum légal que la direction nous accorde et non pas une véritable augmentation de salaires.

La SIG n'est pas si généreuse. Ces beaux sentiments ne surgissent chez les patrons que lorsque les travailleurs les y obligent par la lutte, et nous n'aurons rien de plus si nous refusons de nous battre.

## SOFROI :

### LES POULAINS DE LA DIRECTION NE SONT PAS PASSES !

Les élections de délégués du personnel et au comité d'entreprise se sont déroulées il y a 2 semaines.

Voici les résultats :

	liste CGTG	liste SIAS
délégués du personnel	56	10
comité d'entreprise	62	9

La participation à ce vote a été importante : plus de 80% des employés.

Dans les deux cas, les listes présentées par le syndicat CGTG - SOFROI a obtenu une large

majorité des voix.

La direction qui avait fait renaitre pour l'occasion son syndicat-maison, la SIAS, en a été pour ses frais.

## SOFROI :

### LA TELE - SURVEILLANCE : UN GADGET DELICAT

La télévision intérieure, le nouveau gadget de la direction pour nous avoir à l'œil n'est pas encore branchée. Il y a encore probablement des petits problèmes de réglage.

C'est normal, car ce genre d'appareil est délicat.

Ainsi, si leur télé nous surveille un peu trop et se transforme en gendarme, il est possible que la chaleur de notre colère la dérègle aussi, plus tard . . .

## REFUSONS LES LOIS INIQUES CONTRE LES TRAVAILLEURS IMMIGRES EN FRANCE

Le sénat a discuté le jeudi 18 octobre un texte de loi dit de Barre-Bonnet concernant les travailleurs immigrés en France. Le gouvernement a voulu séparer ce projet de celui de Stoléro qui vise à limiter la durée de validité de la carte de séjour des immigrés en France. Il espère peut-être mieux faire son mauvais coup en ne faisant discuter ce second projet que fin novembre.

Le texte Barre-Bonnet donc concerne également la "carte de séjour". Ce papier qui n'est réclamé qu'aux immigrés, à ceux qui n'ont pas la carte d'identité française, les met dès leur arrivée en France à la merci des policiers. Ceux-ci, racistes de surcroît, ont tout pouvoir pour déranger et même maltraiter les travailleurs immigrés sous le prétexte de vérifier ce papier.

Et bien ! Bonnet trouve qu'il ne suffit pas d'imposer aux immigrés cette carte de séjour qui signifie qu'ils n'ont que peu de droits en France. Il aggrave les conditions d'obtention de cette carte. Ceux qui entrent en France devront, si la loi est votée, non seulement présenter les papiers et les visas exigés, mais justifier par avance de moyens d'existence suffisants pour avoir droit à une carte de séjour. Ceux qui sont déjà en France doivent justifier

qu'ils payent des impôts pour que leur carte de séjour soit renouvelée. Quand on sait le peu d'avantages sociaux dont bénéficient les travailleurs immigrés dont la famille se trouve généralement restée au pays, quand on sait également que le salaire d'un travailleur immigré en France sert à payer les impôts de ses parents au gouvernement de son pays d'origine, on ne peut que crier à la mesquinerie d'une telle mesure.

Le projet de Bonnet prévoit également d'enfermer dans des "centres de détention", jusqu'alors illégaux, les travailleurs sur le point d'être expulsés. Ces centres sont de véritables prisons dans lesquelles sont jetés les travailleurs immigrés "indésirables" avant leur expulsion et où personne ne peut contrôler le sort que leur y réserve la police.

Bonnet propose par ailleurs que soient augmentés les pouvoirs de l'administration et de la police pour expulser ceux qui seraient en situation irrégulière ou "menaceraient l'ordre public".

Toutes ces mesures sont scandaleuses. Et malgré les petits amendements déjà votés par le sénat, nous ne pouvons que rejeter une loi qui, des travailleurs immigrés, déjà mal lotis, veut faire de véritables parias.

# CORÉE DU SUD : Après la disparition du dictateur, la classe dirigeante a raison de s'inquiéter

Le dictateur Park Chung Hee qui se trouvait à la tête de l'état de Corée du Sud a été assassiné probablement par le chef de la police secrète (CIA) sud-coréenne. Les péripéties troubles dans lesquelles la mort du dictateur est survenue font dire aux commentateurs que celle-ci a dû être provoquée pour faciliter un coup d'état. Il s'agit en quelque sorte d'une "révolution" de palais pour mettre fin au règne du tout-puissant dictateur en place depuis dix-huit ans.

Mais l'annonce de la mort brutale de Park Chung Hee a suscité un intérêt politique immédiat en raison de la situation dans cette partie du monde et des événements qui s'y sont déroulés il y a quelques dizaines d'années.

La Corée divisée en deux états - nord et sud - fut le théâtre d'une guerre - en 1950 - qui faillit devenir le premier combat d'une troisième guerre mondiale.

La situation qui existe en Corée depuis plus de vingt ans découle en effet du partage du monde entre les grandes puissances après la deuxième guerre mondiale. En particulier l'impérialisme américain et l'URSS sont depuis 1945 face à face dans la plupart des conflits qui secouent la planète. C'est ce qu'on appelle la "guerre froide" puis la "coexistence pacifique" et aujourd'hui "la détente" !

L'impérialisme américain s'est donné comme but de détruire la puissance de l'URSS. Celle-ci bien que n'ayant plus rien à voir avec ce qu'elle fut durant les années de la Révolution ouvrière commencée en octobre 1917 constitue tout de même une gêne et une entrave à la domination complète du globe par l'impérialisme américain. Ne serait-ce que la plupart des états qui se libèrent de la domination directe ou semi-coloniale de grands états impérialistes qui s'appuient sur l'antagonisme opposant l'URSS aux Etats-Unis, pour échapper à l'emprise impérialiste de ces derniers ou tout au moins pour l'amoindrir.

La Corée, comme l'Allemagne, comme le Viet-Nam fut divisée en deux états, l'un ayant à sa tête des dirigeants nationalistes tournés vers Moscou et l'autre qui constituait une base militaire de l'impérialisme américain. Celui-ci s'opposa, comme il le fit plusieurs années

plus tard au Viet Nam à toute réunification du pays car celle-ci pouvait voir la mise en place d'un régime qui risquait de se ranger dans la sphère d'influence de l'URSS.

L'impérialisme intervint donc militairement pour combattre les troupes de la Corée du Nord. Les Etats-Unis se couvrirent alors de l'apparence de troupes envoyées par l'ONU malgré le veto de l'URSS. Les troupes américaines commandées par le général Mac Arthur

ou d'être prêt à toute "attaque" de la Corée du Nord a servi d'excellent prétexte pour pratiquement militariser le travail. Les ouvriers sont embrigadés, contraints à une discipline qui leur interdit toute forme de protestation, de grève ou autre lutte.

C'est cela qui a permis le fameux "miracle coréen". L'on compare souvent le rythme de croissance de la Corée à ce que fut celui du Japon après guerre. Mais l'écrasement de la clas-

La mort de Park est intervenue après de violentes manifestations dans deux villes qui comptent beaucoup de travailleurs. Depuis deux semaines, ces deux villes, Pusan et Masan sont sous la loi martiale.

Le régime va-t-il se durcir encore après la mort de Park Chung Hee ou bien cherchera-t-il un moyen pour apaiser la colère qui monte contre la misère et l'oppression inhumaines qui écrasent la population coréenne ?

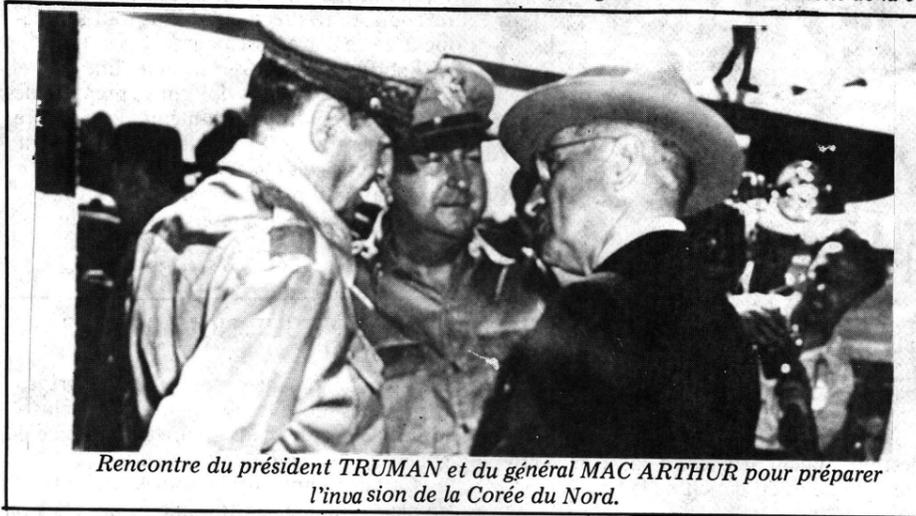
Les dirigeants sud-coréens et ceux des Etats-Unis cherchent comme ils peuvent à détourner l'attention de la population en la mobilisant contre le "vieux" danger venant du Nord. Cela a permis pendant des années de briser toute velléité d'opposition et d'isoler en particulier les étudiants du reste de la population pour ensuite les massacrer sauvagement il y a peu d'années. On perçoit une certaine inquiétude dans les milieux dirigeants, non pas tellement envers la Corée du Nord, mais à cause de la situation intérieure.

Les émeutes récentes prouvent en tous cas que la colère et l'exaspération sont à leur comble. La classe dirigeante a bien raison de s'inquiéter.

Le prochain régime ne pourra pas effrayer plus les travailleurs coréens que ne l'a fait Park. La disparition du "vieux" dictateur ne pourra que renforcer la hardiesse de ceux qui veulent s'attaquer à la dictature. PUSAN et MASAN ne sont que les premières escarmouches d'une lutte qui posera de réels problèmes à la classe dirigeante bourgeoise de Corée du Sud. Et ce n'est ni la puissance de l'armée sud-coréenne, ni la présence des troupes américaines qui empêcheront le peuple coréen de se soulever, ou les travailleurs de se révolter contre la misère et l'oppression.

On a vu ailleurs d'autres régimes aussi forts et aussi bien armés (en Iran par exemple obligés de reculer devant la puissance de la colère populaire.

G.R.



Rencontre du président TRUMAN et du général MAC ARTHUR pour préparer l'invasion de la Corée du Nord.

devaient ensuite pénétrer en Corée du Nord. La Chine se sentant menacée, et agissant en accord avec l'URSS intervint alors en Corée. C'est alors que Mac Arthur parla de marcher sur Pékin.

Conscients que cela signifierait un affrontement direct avec l'URSS, affrontement dont ils n'étaient pas sûrs de sortir vainqueurs, les dirigeants de la bourgeoisie américaine freinèrent l'élan de Mac Arthur qui fut démis de son commandement.

La guerre dura jusqu'en 1953. Chacun des adversaires recula sur ses positions de départ. Depuis lors les deux Corées puissamment armées se font face.

Le régime de la Corée du Sud est devenu un paradis pour les capitalistes - protégée par 38000 soldats (et quelques fois plus) américains. La nécessité de "combattre le communisme"

se ouvrière y est pire encore qu'au Japon. Et, bien évidemment, la richesse s'accumule à l'autre pôle de la société. Un organisme officiel catholique estime que 0,3 % de la population possède 43 % du revenu national alors que 75% des travailleurs touchent moins de 100 dollars (420 F) par mois.

L'inflation tourne autour des 25 - 30 % depuis les trois dernières années.

C'est à dire que la vie de la population est extrêmement difficile.

Les libertés élémentaires ne sont pas respectées. C'est d'ailleurs à la suite d'une émeute contre le régime de l'ancien dictateur Singman Rhee que Park prit le pouvoir et mit ensuite au pas les émeutiers et en particulier les étudiants qui constituaient le fer de lance de l'opposition.

## L'insurrection algérienne...

suite de la page 1

Et si après tout cela les hommes de Bigeard et de Massu arrivent à bout de la "zone autonome d'Alger", tel que le FLN la qualifie, ils n'ont fait qu'accroître la haine contre eux et le sentiment national algérien va en se développant dans la jeunesse et la population. Le FLN a atteint son but : créer une situation de non-retour, où l'on s'achemine inéluctablement vers l'indépendance.

Cette situation crée une crise politique importante en France.

Le 13 mai 1958, c'est un véritable coup d'état légal qui se produit à Alger. L'armée fait acclamer De Gaulle et l'appelle au pouvoir. Et c'est finalement ce dernier qui arrivera quelques années plus tard à faire ouvrir les négociations avec le GPRA (le gouvernement provisoire de la République Algérienne).

Les négociations d'Evian s'ouvriront le 10 mai 1962 et aboutiront à des accords. En mars 1962, le gouvernement proclame le cessez le feu. Quelque temps après la population algé-

rienne en liesse fête l'indépendance si chèrement acquise, au prix de tant de sacrifices, de morts, de sang.

Cependant très tôt la lutte entre les différentes fractions du FLN qui en fait n'a jamais cessé pendant les sept années de guerre prendra un aspect de guerre civile. C'est Ben Bella soutenu par une fraction de l'ALN (armée de libération nationale) qui prendra le pouvoir. Trois ans après il est renversé par Boumediène, le chef de l'armée. Quant à ceux qui parmi les neuf "chefs historiques" sont encore en vie certains disparaissent mystérieusement. Belkacem Krim est assassiné en 1970...

Aujourd'hui le peuple algérien n'est plus sous la botte du colonialisme français, il vit indépendant et digne. Pourtant la misère, l'exploitation, les inégalités n'ont pas disparu. La population est soumise à la loi de la dictature militaire et les libertés démocratiques sont réduites à leur plus simple expression. L'Algérie n'est pas comme beaucoup de tendances poli-

tiques de partis l'ont prétendu un pays où règne le socialisme et le FLN n'est pas et n'a jamais été une organisation socialiste révolutionnaire. Ce fut un parti nationaliste bourgeois rassemblant dans un même élan nationaliste paysans, petits bourgeois, bourgeois, religieux et si il a pu bouter hors de ses frontières le colonialisme français, il n'a pas œuvré dans le sens des intérêts du prolétariat algérien. Au contraire, l'état mis en place par les nationalistes algériens est un état contre les travailleurs et au service d'une petite bourgeoisie et de quelques gros bourgeois qui continuent à voir leurs affaires fructifier tandis que le fellah des djebels, l'ouvrier et le sous prolétariat des "médiinas" et des casbah connaissent toujours la misère. La classe ouvrière est écartée des affaires politiques. Son rôle est de se taire et de travailler pour l'état national.

Mais pour nous, ouvriers, paysans Antillais, la révolution algérienne est particulièrement enrichissante. D'abord parce qu'elle nous mon-

tre que lorsqu'un peuple est prêt à se battre jusqu'au bout, rien ne peut l'empêcher de gagner sa liberté. L'indépendance est une voie inéluctable et c'est le sens de l'histoire.

Ensuite, il y a que se battre, sous le drapeau de la bourgeoisie, ne fait pas disparaître les maux dont nous sommes victimes, c'est à dire l'exploitation capitaliste. Le peuple algérien a payé de un million de morts et de sept ans de guerre le droit d'être maître chez lui ; cela n'aurait pas demandé plus de sacrifices et de morts aux travailleurs algériens, si, au cours de cette lutte là, ils s'étaient organisés indépendamment de la direction petite bourgeoise qui les maintient aujourd'hui sous la dictature.

S'ils avaient eu leur propre drapeau et leur propre parti de classe, les ouvriers algériens auraient pu, non seulement, faire autant que les petits bourgeois nationalistes ont fait, c'est à dire atteindre l'indépendance mais encore ériger en Algérie un état qui soit le leur, un état ouvrier révolutionnaire. Ce que la direction du FLN était fondamentalement incapable de réaliser.

Pierre-Jean-Christophe.

COMBAT OUVRIER

## LE MINISTRE BOULIN SE SUICIDE

suite de la page 1

mants, etc...) Mais combien d'autres ne transpirent jamais ! Combien de trafiquants en tous genres, petits et grands, prospèrent à l'ombre d'un ministre ou d'un secrétaire ou sous secrétaire d'état ?

La pratique est liée à la nature même du système capitaliste. La corruption, le trafic d'influence, les fraudes en tous genres, les mensonges, les faux sont au système en place comme l'écume aux vagues.

Aussi, quand certains journaux s'indignent que les hommes politiques soient placés sur le grill, qu'on s'intéresse de près à leurs faits et gestes, ils montrent bien à quel point eux aussi sont bien dans la norme... c'est à dire bien des fidèles reflets de l'opinion des milieux dirigeants et de la classe dirigeante.

Pourquoi s'indignent-ils de voir jeter en pâture les agissements douteux ou condamnables (au nom même des lois bourgeoises en vigueur !) d'hommes politiques qui ont toujours à la bouche des appels aux sacrifices pour le

"bon peuple" ? Pourquoi taire que Giscard et Barre qui appellent aux mêmes sacrifices et aux efforts, qui pensent qu'on peut indemniser un chômeur des bananeraies de Guadeloupe avec 700,00 F par mois, pourquoi ne faudrait-il pas faire savoir que eux reçoivent et entassent des cadeaux qui se chiffrent en centaines de millions !

Ceux qui gouvernent auraient-ils donc droit à plus d'égard que les petits qu'on traque à la moindre défaillance face aux lois du système ?

Ceux-là il est permis, et sans que personne ne s'en émeuve, de traîner en public leur vie privée et de salir publiquement leur réputation.

S'il s'agit des grands, des puissants, des riches, des bourgeois et de leurs serviteurs (ministres et autres...) Eh ! Bien ! Eux ils ont droit à la délicatesse et à l'indignation etc...

Les travailleurs ne peuvent ni rire, ni pleurer la mort de Boulin, l'ex-ministre du travail au service des capitalistes. Quand il négociait ou repoussait les revendications présen-

tées par les syndicats ou à la suite de luttes des travailleurs c'était du point de vue des intérêts de la classe capitaliste qu'il se plaçait.

Les travailleurs n'ont pas non plus à reprocher à des journalistes de rendre publics les scandales qui peuvent naître au sein des milieux dirigeants de la bourgeoisie. Car ces scandales mettent en lumière l'opposition qu'il y a entre les beaux discours moralisateurs, les prêches à la Barre pour se serrer la ceinture et ce que font eux-mêmes ces gens-là et comment ils vivent.

Mais nous ne pouvons non plus nous placer au nom de leurs propres lois pour juger ces affaires. Elles ne jugent pas seulement Boulin, Giscard ou Barre, mais elles condamnent cette société toute entière avec ses gouvernants, sa justice, ses relations humaines, et son fondement tout entier fait d'injustice et d'incohérence.

C.R.

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728